

Revue de presse du 1er au 15 novembre 2020

Europe	2
Union européenne	2
Croatie	2
Espagne	2
Grèce	3
Italie.....	3
Malte.....	4
Afrique	4
Maroc	4
Niger.....	4
Sénégal	5
Tunisie.....	5

Europe

Union européenne

- Le Monde, [Frontex sous pression avec des accusations de refoulements de migrants aux portes de la Grèce](#), 5 novembre.
- Ouest-France, [Refoulements de migrants : Athènes dément, l'UE contrainte d'agir](#), le 10 novembre.
- EURACTIV, [Mise en cause pour des refoulements illégaux, Frontex annonce des contrôles renforcés à l'interne](#), le 12 novembre.

Une enquête journalistique a permis de dénoncer les agissements de l'agence européenne Frontex, accusée de complicité dans au moins six cas de refoulement à la frontière gréco-turque. Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) ainsi que la Commission européenne ont appelé à l'ouverture d'une enquête interne. Le 10 novembre le conseil d'administration de l'agence s'est réuni, et son directeur, Fabrice Leggeri, a affirmé que ces allégations faisaient l'objet d'une grande inquiétude au sein de l'agence. À ce jour, pour seule réponse face à ces graves accusations, il a proposé que « [...] l'officier aux droits fondamentaux de Frontex joue un rôle plus important dans la sensibilisation des agents opérationnels aux exigences juridiques qu'ils doivent appliquer au quotidien sur le terrain »¹.

Croatie

- The Guardian, [Inquiry launched into EU commission's protection of migrants at Croatia border](#), le 10 novembre.

Une enquête a été ouverte à la suite d'une plainte déposée par Amnesty International, concernant des manquements de la Commission européenne dans l'attribution de fonds à l'État croate destinés à la protection des personnes migrantes. Environ 6,8 millions d'euros ont été octroyés à l'État croate pour qu'il instaure un mécanisme de suivi de ses policiers aux frontières, afin de veiller au respect des droits humains dans le cadre de leur travail. L'objectif était de « [...] garantir que toutes les mesures appliquées aux frontières de l'UE sont proportionnées et sont pleinement conformes aux droits fondamentaux et à la législation européenne en matière d'asile ». Or, de nombreux cas de violences ainsi que des refoulements vers la Bosnie et la Serbie ont été et sont toujours documentés aux frontières croates.

Espagne

- Bamada.net, [Centre de rétention de l'archipel espagnol des Canaries : 130 maliens expulsés vers la Mauritanie par Frontex et l'Espagne malgré leur droit d'asile](#), le 2 novembre.
- Infomigrants, [Espagne : Frontex de retour aux Canaries pour aider la police espagnole à identifier les migrants](#), le 5 novembre.
- El País, [España y Frontex negocian una operación para cerrar la ruta migratoria canaria](#), le 7 novembre.

¹ Voir le communiqué de presse de l'agence consécutif à la réunion du 10 novembre : [Frontex calls for committee to consider questions related to sea surveillance](#).

- Mediapart, [Des ONG dénoncent les conditions d'accueil des migrants aux Canaries](#), le 11 novembre.
- News24, [Tensions dans l'accueil surpeuplé des migrants aux îles Canaries en Espagne](#), le 12 novembre.

Depuis le début de l'année 2020, environ 13 000 exilé·e·s sont arrivé·e·s aux Canaries dont 5 300 en octobre. Pour procéder à l'identification et à l'enregistrement des personnes, Frontex et l'État espagnol ont négocié un nouvel accord et des agents de l'agence européenne vont être déployés dans l'archipel². Après leur débarquement, les exilé·e·s sont envoyé·e·s dans un camp d'une capacité de 400 places construit en août 2020 sur le port d'Arguineguín. Aujourd'hui ce sont près de 2 000 exilé·e·s qui s'y entassent. Amnesty International et Human Rights Watch³ ont récemment affirmé que des personnes sont forcées de dormir à même le sol et que les infrastructures sanitaires sont insuffisantes. De plus, selon les ONG présentes, des ordres d'expulsion ont été émis sans que les exilé·e·s concerné·e·s n'aient pu avoir accès à un conseil juridique. Au début de l'année 2020, 130 exilé·e·s maliens·e·s détenu·e·s dans des centres de rétention aux Îles Canaries ont été renvoyé·e·s vers la Mauritanie avec laquelle l'Espagne a conclu un accord de réadmission en 2003. Les autorités mauritaniennes ont à leur tour renvoyé les exilé·e·s vers le Mali, pays actuellement en proie à de nombreuses tensions.

Grèce

- Infomigrants, [Samos : incendie dans le camp de Vathy, aucun blessé](#), le 2 novembre.
- Mediapart, [Grèce : incendie maîtrisé dans le camp de migrants sur l'île de Samos](#), le 11 novembre.
- Ekathimerini.com, [Fire burns tents, structures in Greek refugee camp](#), le 11 novembre.

Le camp de Vathy sur l'île de Samos a initialement été conçu pour recevoir 648 personnes. Aujourd'hui près de 4 200 exilé·e·s y (sur)vivent dans des conditions extrêmement difficiles. Dans la nuit du 1^{er} au 2 novembre un incendie s'est déclaré, détruisant une quinzaine de tentes ainsi que le conteneur utilisé comme cantine. Aucun blessé n'a été comptabilisé mais selon l'ONG Samos Volunteers, 600 personnes seraient directement impactées par cet incendie (destruction de leurs biens personnels et/ou de leurs documents administratifs).

- Ekathimerini.com, [Deal signed for construction of new migrant centers](#), le 13 novembre.

La Commission européenne finance la construction de nouveaux camps « fermés » sur les îles grecques de Samos, Kos et Leros ainsi qu'à Lesbos⁴. Tout comme le centre d'accueil de Pikpa à Lesbos, les camps de Samos et de Leros doivent fermer prochainement.

Italie

- Infomigrants, [Italie : 600 migrants débarquent à Lampedusa en 24 heures](#), le 2 novembre.

² Ce n'est pas la première puisque en 2006, l'opération Héra avait été déclenchée pour surveiller les côtes africaines. Des États membres de l'UE avaient déployé des moyens maritimes et aériens.

³ Le communiqué d'Human Rights Watch datant du 11 novembre est disponible [ici](#).

⁴ Voir l'article d'Infomigrants datant du 13/10, disponible [ici](#).

Le 1^{er} novembre, environ 600 exilé·e·s sont arrivé·e·s sur l'île italienne de Lampedusa à bord de 13 embarcations. 95 personnes ont été transférées sur un ferry où elles seront détenues deux semaines. Cette privation de liberté en mer s'explique par la surpopulation actuelle du hotspot de Lampedusa, d'une capacité de 100 places, et qui compte actuellement plus de 1000 personnes ⁵. Selon l'État italien, près de 27 000 exilé·e·s sont arrivé·e·s depuis le début de l'année. Si la majorité des personnes sont de nationalité tunisienne (11 195), certaines sont aussi originaires de Somalie, d'Égypte, du Maroc ou du Pakistan.

Malte

- Infomigrants, [Renvoyés en Libye, 50 migrants attaquent Malte pour violation de leurs droits](#), le 6 novembre.

Le 30 avril 2020, le New York Times a publié une enquête démontrant l'implication de l'État maltais dans des cas de refoulements par procuration. En effet, le pays a affrété une flotte de bateaux privés dans le but d'empêcher les arrivées d'exilé·e·s⁶. L'un de ces navires, le *Dar As Salam I*, a intercepté une embarcation qui transportait une cinquantaine de personnes et les a ensuite ramené en Libye. Les exilé·e·s, soutenu·e·s par l'organisation maltaise de défense des droits Repubblika, ont porté plainte contre le Premier ministre, le ministre de l'Intérieur et le chef de l'armée maltaise pour « *non-respect de la Constitution maltaise et de la Convention relative aux droits de l'Homme* ».

Afrique

Maroc

- Hespress, [Le Maroc reçoit des fonds et des équipements de pointe pour lutter contre la migration clandestine](#), le 11 novembre.
- Vozpopuli, [España gasta nueve millones de euros en 130 todoterrenos para la Policía de Marruecos](#), le 11 novembre.

Le gouvernement espagnol a débloqué près de 8,5 millions d'euros pour financer l'achat de 130 véhicules tout-terrains pour le Maroc. Ceux-ci doivent ainsi être transférés à la police marocaine afin de renforcer la surveillance et les contrôles aux frontières. Cet achat a été réalisé par la Fondation internationale et ibéroaméricaine pour l'administration et les politiques publiques (FIIAPP) qui gère le projet de « Soutien à la gestion intégrée des frontières et de la migration au Maroc⁷ ». Les financements proviennent du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique du Nord, financé par la Commission européenne.

Niger

⁵ Voir l'article du Figaro datant du 30/10/2020 disponible [ici](#).

⁶ L'enquête du New York Times est disponible [ici](#).

⁷ Voir [ici](#).

- ActuNiger, [Coopération DST-OIM : après une première phase réussie, lancement de la seconde phase du projet « Haské DST » financé par le département d'État américain](#), le 6 novembre.
- Niamey et les 2 jours, [Niger : 1,6 milliard pour la sécurisation des frontières et la lutte contre la criminalité transnationale](#), le 9 novembre.

Le projet « Haské-DST » en partenariat avec l'OIM et le département d'État américain vise à renforcer les capacités opérationnelles en matière de sécurité aux frontières de l'État nigérien. C'est dans le cadre de sa première phase qu'en septembre dernier le nouveau quartier général de la Direction de la Surveillance du Territoire (DST) a été inauguré⁸. Pour la phase suivante, 2,8 millions de dollars vont être débloqués sur 30 mois pour renforcer les infrastructures nigériennes, notamment avec la construction d'un nouveau poste de contrôle frontalier, proche de la frontière avec le Nigéria.

Sénégal

- Infomigrants, [La mort d'un jeune de 14 ans en mer émeut le Sénégal, son père arrêté](#), le 12 novembre.
- RFI, [Migration : la cas « Doudou » remue le Sénégal](#), le 13 novembre.

Comble du cynisme des politiques migratoires sécuritaires qui érigent des entraves mortelles sur les routes migratoires et criminalisent les personnes exerçant leur droit à la mobilité : un père de famille a été arrêté par la gendarmerie sénégalaise. Il est accusé d'« *homicide involontaire et [de] complicité de trafic de migrants* » pour avoir payé la traversée en pirogue de son fils vers l'Europe, seul moyen de transport qui s'offrait à lui, durant laquelle ce dernier a trouvé la mort.

Tunisie

- African Manager, [Migration : la France et l'Italie déploieront des navires et des avions pour alerter la Tunisie sur le départ des migrants](#), le 6 novembre.
- Realites Online, [La ministre italienne de l'Intérieur annonce un plan anti-migration clandestine en Tunisie](#), le 6 novembre.
- Kapitalis, [En accord avec la Tunisie : L'Italie met en place des navires et avions pour repérer les bateaux des migrants clandestins](#), le 12 novembre.

À la suite d'une rencontre entre les ministres de l'Intérieur français et italien, les deux États envisagent de déployer des moyens maritimes et aériens pour permettre à la Tunisie de surveiller le départ d'embarcations à destination de l'Europe. Les garde-côtes tunisiens devront alors se charger des « pull-back » : l'interception des exilé·e·s avant qu'ils et elles n'atteignent les côtes européennes et leur renvoi vers leur point de départ, la Tunisie.

⁸ Voir la revue de presse du 15 au 30 septembre disponible [ici](#).